

le Canada est loin d'être dépourvu de moyens. Voilà qui est merveilleux, mais plutôt que d'en parler, pourquoi ne pas avoir utilisé ces moyens de négociation? Pourquoi n'ont-ils encore donné aucun résultat? Pourquoi ne les utilisons-nous pas en ce moment? Je conçois qu'un gouvernement préfère parler de ce qu'il peut faire plutôt que de ce qu'il a fait, mais en l'occurrence, si nous pouvons réellement négocier, mieux vaut nous y mettre au plus tôt.

• (2.20 p.m.)

Quelle que soit notre situation actuelle en ce qui concerne ce genre de négociations, la déclaration du ministre indique clairement que les exportations du Canada vers l'Europe entrent dans une phase critique. J'espérais à tout le moins que cela aurait incité le gouvernement à procéder à un sérieux examen de nos politiques commerciales. Mais rien ne le laisse espérer. Au contraire, le ministre nous donne, sur sa bonne volonté, des assurances encore plus vagues que celles qu'il a reçues en Europe.

Cela signifie-t-il que le gouvernement s'est finalement fait à l'idée que notre pays est en train de glisser tout entier dans le gouffre du continentalisme nord-américain? Dans ce cas, le gouvernement devrait le dire aux Canadiens. Sinon, il faudrait que l'on puisse nous assurer que le gouvernement envisage sérieusement les diverses options qui nous sont ouvertes afin de nous proposer au moins des politiques de remplacement. Le Canada doit maintenir et développer des pratiques commerciales saines. Nous ne saurions nous contenter de vagues assurances du ministre.

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, la déclaration qu'on vient de nous faire est très grave; elle est de mauvais augure pour le Canada à moins qu'on n'agisse. Le ministre exprimait sûrement l'avis de tous les Canadiens lorsqu'il a dit espérer que le protectionnisme international n'augmentera pas et que le Canada et d'autres pays auront accès au Marché commun. Néanmoins, il faut être réaliste et voir ce qui se passe, et ne pas faire l'autruche, face à la situation actuelle. Il faut nous rendre compte qu'un bon nombre de la polarisation commerciale et de la formation de blocs est une réaction directe aux sociétés internationales et aux politiques du gouvernement des États-Unis.

À la différence du Canada, la Communauté économique européenne est très jalouse de sa souveraineté et le sort futur de l'Europe l'inquiète face aux sociétés internationales et à leurs activités à travers le monde. L'Europe se prépare à agir en conséquence. Leur réponse est d'établir, en Europe, une industrie viable capable de concurrencer les sociétés internationales sur un pied d'égalité, se servant parfois d'une société internationale comme tremplin.

Au sujet de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, la France craignait, entre autres choses, que la Grande-Bretagne ne serve de guide aux États-Unis et que selon les modalités qu'elle préconisait à ce moment-là, elle ne favorise l'entrée des États-Unis au sein du Marché commun. Les membres de la Communauté économique auraient reçu l'assurance qu'il n'en est rien et que l'adhésion de la Grande-Bretagne ne serait qu'une question de temps. Dans son livre intitulé «Le défi américain», Servan-Schreiber signalait les difficultés où se trouve l'Europe et la nécessité de contrer la tentative

des États-Unis en vue de dominer le monde par ses pratiques commerciales et ses sociétés internationales.

Le chef de l'opposition a employé l'expression «Nous récoltons ce que nous avons semé». C'est bien vrai. Si nous jetons un coup d'œil sur notre conduite envers la Grande-Bretagne à la courbe du commerce entre le Canada et la Grande-Bretagne, nous n'avons à nous en prendre qu'à nous-mêmes du déséquilibre qui s'est produit. À maintes reprises, des porte-parole de l'Angleterre sont venus au Canada nous dire que les choses ne pourraient continuer ainsi. Ils ont signalé que la Grande-Bretagne n'était plus en mesure de continuer d'acheter nos marchandises alors que le Canada n'achetait pas les siennes.

À l'époque où le chef du parti conservateur était premier ministre, il avait, conformément à son programme, essayé de détourner vers la Grande-Bretagne une partie du commerce canadien. Pour une raison quelconque, cet effort n'a pas porté fruit. A-t-il été contrecarré par la puissance de la mainmise américaine au Canada, je n'en sais rien. On ne peut s'attendre que les Britanniques acceptent des échanges illimités à sens unique, et c'est pourquoi ils se préoccupent énormément maintenant de l'avenir de leurs relations tant avec le Commonwealth qu'avec le Canada. Cela ne devrait pas trop nous surprendre ni nous choquer.

Je le répète, si nous voulons nous livrer au commerce international, il va nous falloir donner aux autres pays du monde avec lesquels nous commerçons l'assurance que nous ne faisons pas partie de l'empire américain et que les États-Unis ne pourront pas pénétrer dans le Marché commun par notre intermédiaire. Si nous voulons commercer de façon indépendante avec d'autres nations, il nous faudra affirmer notre propre souveraineté et notre propre indépendance et en fournir tous les indices en montrant que nous n'avons pas l'intention de conserver la position de satellite que nous occupons actuellement.

Je comprends les problèmes qui se posent au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin). Il va devoir, je crois, persévérer dans la voie qu'il s'est tracée dans sa déclaration. Nous devrions tenter par tous les moyens de faire comprendre aux Européens que nous tenons à commercer avec eux et nier quelle sorte d'arrangements pourraient être élaborés. Peut-être pourrait-on même prévoir pour nous un genre de statut associé au Marché commun et ainsi, l'accès ne nous en serait pas interdit. En cas d'échec, nous nous verrons dans cette affreuse alternative, ou bien le continentalisme, ou bien l'isolement du commerce mondial. Une troisième solution s'offre à nous, et j'ignore s'il s'agit de la question à laquelle le ministre a fait allusion lorsqu'il a dit que nous avions un certain pouvoir de négociation. Nous sommes un pays très chanceux.

M. Baldwin: Nous sommes malchanceux d'être administrés par ce gouvernement.

M. Saltsman: Nous avons presque toutes les richesses qu'un pays puisse désirer. Nous avons un peuple très intelligent et compétent, et nous pouvons combiner nos ressources pour réussir. Pour les échanges commerciaux, nous pouvons nous tourner vers les autres nations et travailler avec les pays en voie de développement. Nous pouvons faire beaucoup. Le gouvernement devrait maintenant s'atteler à la tâche et commencer à formuler des politiques pour l'avenir du commerce extérieur cana-